



Cyril Dion
auteur et réalisateur

Nous seuls pouvons faire réussir Nicolas Hulot



© Fanny Dion

Le jour où Nicolas Hulot a été nommé ministre de la Transition écologique et solidaire, nous avons été nombreux à nous réjouir d'avoir enfin au gouvernement un véritable militant, qui connaît par cœur les sujets et sait tout ce qu'il faudrait mettre en place. On ne pouvait guère rêver mieux. Pourtant, passé l'enthousiasme des premières semaines, Nicolas Hulot essuie désormais un nombre grandissant de critiques de la part des écologistes, qui regrettent ses « reculades » dans de nombreux dossiers : nucléaire (report du délai de 2025 pour passer de 75 % à 50 % de nucléaire dans le mix énergétique), perturbateurs endocriniens (texte peu contraignant), exploration pétrolière (exception accordée à la Guyane)... Et ce phénomène ne peut que s'accroître pour plusieurs raisons.

D'abord parce que le gouvernement dévoile une politique aux accents souvent libéraux, qui va amener de plus en plus d'ONG et de leaders d'opinion alternatifs à se désolidariser de « leur ministre » pour ne pas se donner l'air de cautionner le projet d'ensemble. Ensuite parce que les ONG ont besoin d'« être dans leur rôle », comme Nicolas Hulot le dit lui-même, de vigie, d'exigence, d'indépendance vis-à-vis du pouvoir. Enfin parce que la radicalité militante s'accommode peu du compromis qu'impose la politique.

Tout cela va le maintenir dans une position impossible, entre le marteau et l'enclume. Entre ses alliés naturels qui le critiquent, ses opposants (politiques, lobbys, etc.) qui lui mettent des bâtons dans les roues et l'inertie du système qui freine ses velléités. En agissant de la sorte, nous l'isolons. Nous le rendons impuissant. À mon sens, cette situation est un innommable gâchis. Nous sommes certainement en train de gagner

la bataille de l'opinion : jamais autant d'articles (avec une mention spéciale pour la rédaction du *Monde* ces derniers mois) n'ont été publiés pour alerter sur la catastrophe écologique et montrer d'autres voies possibles ; jamais autant de personnes ne se sont prononcées dans les enquêtes pour une transition vers les énergies renouvelables, l'agriculture biologique, l'économie circulaire ; jamais autant de personnes n'ont changé leurs habitudes de consommation, n'ont lu des livres, regardé des films ou des émissions qui traitent de ces questions ; jamais autant de responsables politiques n'ont intégré ces éléments dans leurs programmes, jamais autant de villes ne se sont engagées dans des politiques de réduction des émissions de CO₂ et de transition écologique. Ce serait donc au moment où Nicolas Hulot est numéro trois du gouvernement, où le nombre de Français partageant ses convictions n'a jamais été aussi important, que nous devrions nous résigner à ce qu'il échoue ? C'est absurde. Et, dans une certaine mesure, criminel, lorsqu'on sait l'imminence des périls qui nous menacent. Nous avons donc la responsabilité, tous autant que nous sommes – citoyens, ONG, médias, entreprises, syndicats... –, de constituer une force de lobbying politique pour l'écologie (à l'instar de ce que les syndicats ont fait en partenariat avec Roosevelt en 1937 pour le New Deal, de ce que les associations ont fait avec Obama pour la réforme de l'assurance santé...) capable de surpasser la force des lobbys financiers, politiques, administratifs qui empêchent la métamorphose de notre société. Ainsi nous permettrons notamment à Nicolas Hulot de faire passer plus de lois qui accéléreront le mouvement. Il y va de notre futur. ■